

The End : le dernier livre de Didier Lestrade

« Les gays sont en train de signer leur arrêt de mort »

The End, le dernier livre de Didier Lestrade, ancien journaliste à *Libération*, fondateur d'Act Up-Paris et de *Têtu*, est un pavé dans la mare. Lestrade prévient d'ailleurs en préface : « Vous n'allez pas aimer ce livre. » Il y rassemble toutes les raisons qui nourrissent sa colère depuis huit ans, devant l'absence de réaction face au *bareback*, ce phénomène de relâchement de la prévention qui glisse vers l'abandon pur et simple du préservatif. Pour lui, cet abandon est un symptôme de la perte de repères qui affecte les gays, perdus dans le consumérisme et l'individualisme. Et tout le monde est responsable : associations, Act Up en tête, homos, écrivains qui ont défendu la liberté du *no-capote*, business du sexe, etc. Pour Didier Lestrade, les gays sont en train de signer leur arrêt de mort, tout seuls. Il oppose à tous une position têtue, celle de la morale, du respect entre homosexuels, de l'amour aussi. Courageux et téméraire.

Vous écrivez : « Une fois ce livre fini, je n'aurai plus vraiment ce besoin d'expliquer ce que j'avais à dire, ce besoin qui m'a fait vivre pendant les trente dernières années. » *The End* signifie-t-il la fin de votre combat ?

Didier Lestrade : C'est la fin d'un combat sur ce domaine et la fin d'un cycle. Ce livre ferme la boucle de cette trilogie du sida des années 80 jusqu'à maintenant, avec le livre sur Act Up (les années 90), *Kinsey 6* (les années 80) et *The End* qui évoque ce qui se passe maintenant. Il se peut que j'aie d'autres choses à raconter sur le sida, mais pour l'instant, ce livre synthétise ce que j'ai sur la patate... Soit j'ai un écho et on me demandera de développer, soit je n'en ai pas et je ne reviendrai pas à la rescousse. Soit des gens me répondent, et j'espère qu'il y en aura (1), soit non,

et alors je n'écrirai plus sur le sujet. Ce livre-là, c'est vraiment la fin d'un cycle.

Qu'est-ce que vous en attendez, alors ?

D. L. : Plusieurs trucs. D'abord, je veux voir si je suis capable de faire parler de ce sujet de très loin. La base de l'écriture, surtout au niveau politique, c'est d'avoir des réseaux, de connaître des gens, de pouvoir les inviter. Moi, j'habite dans un village de 60 habitants... Je veux voir si j'arrive à lancer ce débat sur le *bareback*, alors que ça fait huit ans que je gueule à ce sujet. Et je veux voir si j'ai un impact sur la psychologie des homosexuels : est-ce que je vais pouvoir influencer des gens qui, je le pressens, attendent cette parole-là ? Je l'espère. J'espère que les homosexuels vont sentir qu'il y a là un livre qui les interpelle sur le sujet du sida, alors qu'on les interpelle sur beaucoup de

choses (le *queer*, le Pacs, la culture, etc.), mais pas sur le sida.

Quelle est votre définition du *bareback* ?

Il semble que vous y mettez tout abandon du préservatif, alors que d'autres ont pu y ajouter la quête de la contamination...

D. L. : Le *relapse*, c'est quelque chose de momentané, de l'ordre de l'impulsif qui peut arriver à n'importe qui. C'est, à un moment donné, pour des raisons qui commencent à être bien identifiées – l'alcool, la drogue, la dépression – le fait d'oublier la capote quand on est plus ou moins habitué à la mettre. Le *relapse*, c'est une prise de risque, assumée des deux côtés, que l'on soit séropositif ou séronégatif. Le *bareback*,



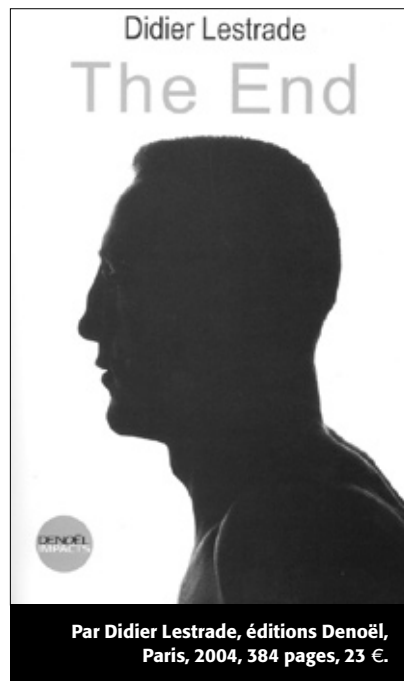


c'est un jeu avec le risque. On glisse vers un risque de plus en plus assumé, jusqu'au stade où c'est un style de vie ! Ce choix n'est plus de l'ordre de l'inconscient. On sait bien, dans le sida, que tout le monde ne mettait pas de capotes, mais on était loin d'avoir un discours construit là-dessus. Ça, c'est nouveau et c'était impossible à dire il y a dix ans. Que ce soit à Aides, ou à Act Up, tout le monde était dans l'effort. Si ce n'est pas dans l'exemplarité, c'était dans l'effort... Aujourd'hui, la politique de réduction des risques prônée par Aides, c'est une réduction de cet effort. Les pays qui l'ont envisagée, comme l'Angleterre ou l'Australie, ont une faible prévalence parmi les homosexuels. Leur discours très fort au début de l'épidémie leur permet aujourd'hui d'envisager la réduction des risques dans la mesure où le sida n'est pas un risque tangible. A Paris, avec le nombre de cas de sida, je ne pense pas que ce soit une politique pertinente.

**« La moralité, ça me fascine...
Pour moi, la morale repose
sur des préceptes très simples :
"Ne fais pas aux autres
ce que tu ne voudrais pas
qu'on te fasse." »**

**Vous n'espérez rien de Aides
et en même temps, vous estimez
qu'Act Up, plus engagée contre
le bareback, n'en a pas fait assez...**

D. L. : En ce qui concerne Aides, je crois que l'association joue le pourrissement de la situation, pour pousser la réduction des risques. Or cette politique n'est absolument pas définie : il n'y a pas de débat, pas de consensus, pas d'évaluation, pas d'analyse, rien qui prouve que cette politique soit bonne ! L'attitude actuellement, c'est de dire que, comme ce débat n'a pas été tranché, il n'a mené nulle part. Les médias, les associations, les homosexuels qui ont



vu Aides et Act Up s'affronter là-dessus partagent cette idée. Certes, Act Up a parlé du bareback mais à 20 % de ses capacités. Je ne me satisfais pas de ça. Aujourd'hui, dans *Action*, on voit des publicités pour le Dépôt, c'était impossible il y a cinq ans ! Il y a une sorte de dilution de l'intégrité d'Act Up, qui se vend pour 1 000 euros. Quand le business du sexe prend pied comme ça, dans une association qui représente l'indépendance, l'intégrité, une certaine forme d'éthique radicale, cette association perd la boule.

**Quels sont vos liens
avec Act Up aujourd'hui ?**

D. L. : Ils sont très mauvais, plus personne ne m'écoute... Quand je suis parti il y a un an et demi, je me suis dit que j'allais écrire ce livre et voir venir. Depuis, il y a eu l'affaire du livre de Rémès (2), des débats sur la nécessité de parler de la prévention, puis la commission Prévention qui se saborde en juillet, au moment où les chiffres arrivent de partout pour prouver la remontée de l'épidémie... De plus, l'association traverse une crise financière sans précédent, et elle refuse la discussion.

Parfois, une association peut fonctionner aussi comme une entreprise : s'il n'y a plus d'argent, on sabre. Les pragmatiques de l'association se sont fait virer quand ils ont proposé de se recentrer sur certaines priorités. Dans le même ordre d'idées, on entend des trucs aberrants à Act Up, comme : « *On n'est pas une association homosexuelle.* » Je veux dire, heu, les cinq premières années d'Act Up, on a fonctionné complètement dans une dimension homosexuelle. Dire ça en 2004, c'est déformer la réalité et entériner le fait que ça ne sert à rien de retrouver sa base, car on l'a perdue à jamais.

Comment sortir de cette crise ?

D. L. : Je ne suis pas dans l'optique de certains anciens d'Act Up comme Thomas Doustaly ou Philippe Mangeot, qui disent qu'il faudrait qu'Act Up se termine. Moi je pense qu'Act Up a une force incroyable : sa marque. Je réfléchis toujours en termes de « *corporate* », et je pense qu'Act Up devrait se reconstruire à partir de ses fondamentaux. Depuis deux ans, à Act Up, on dit : « *Les pédés du Marais sont des cons.* » Or on ne peut pas reprocher aux gens de ne pas s'intéresser à Act Up quand Act Up part du principe qu'il n'y a rien à faire pour ces gens, qu'ils sont perdus !

**Vous dites ça aussi, dans votre livre :
c'était mieux avant. Avant les gays
étaient plus respectueux,
plus heureux, aujourd'hui ils
recherchent une sexualité hard,
limitée à la seule expression du sexe...**

D. L. : Il y a eu un glissement et un durcissement de cette communauté incroyable. Je l'explique par les techniques de la sexualité, surtout par le côté marchand... Avant, la sexualité *hard* était minoritaire car elle était liée à un certain niveau de vie. Aujourd'hui, on peut se payer tous les jouets qu'on veut. C'est aussi lié à la culture : les jeunes d'aujourd'hui ne connaissent pas Paso-

lini, ou Fassbinder. Il y a la télé, Internet, des médias gays et pourtant, il y a un sentiment d'absence de culture. C'est important de partager des valeurs qui fondent le respect et la communauté... Si on ne sait pas d'où on vient, on ne peut pas se positionner dans une époque, ni savoir à quoi vos agissements vous engagent, à quoi vos fantasmes vous engagent, ni ce que veulent dire ces fantasmes.

On vous oppose la défense de la liberté. Quelle part laissez-vous à la liberté individuelle contre un impératif moral, qui serait encore et toujours celui de la capote ?

D. L. : J'ai lu le dernier livre de Dustan et visiblement il n'est plus dans ce combat. Bon, bref. Cette idée de liberté, c'est une espèce de fusée lancée en l'air par les Dustan et les Rémès qui maintenant vogue au pif ! Il n'y a plus de capitaine dans cette fusée... La moralité, ça me fascine... Pour moi, la morale repose sur des préceptes très simples : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse. » C'est basique, ça concerne tout le monde, mais je crois que les homosexuels à une époque se sont considérés comme au-dessus de la morale. La preuve, c'est que quand on arrive à cette idée de « est-ce que baiser sans capote, c'est criminel ? est-ce que c'est considérable de l'ordre de la loi ? est-ce que quelqu'un pourrait s'offusquer d'une atteinte à une certaine intégrité de la santé ? », on comprend très vite que beaucoup de gens pensent que les séropositifs sont de fait au-dessus de la loi et de la morale. Si on n'a pas la loi, ne reste que la morale.

S'il n'y a plus de morale ni de respect, si les gays ne prennent pas leur destin en main, pourquoi Act Up serait plus responsable que les autres ?

D. L. : C'est une bonne question, mais je crois que du point de vue politique, il est évident que si on n'avait pas eu,

à une époque, des associations qui ont dit ce qu'il fallait faire aux homosexuels, alors ils n'auraient rien fait ! Si on part du principe que la militance ne sert à rien, que les associations n'ont pas une parole d'éclaireur, pour analyser les situations nouvelles et apporter des solutions, effectivement, c'est peut-être mieux qu'Act Up se casse la gueule... Car avec le vide, une autre structure pourrait se créer. Or je ne vois rien qui se crée, et je trouve encore une fois que ce serait vraiment bête de perdre la marque. Franchement, ce que je pense, c'est qu'Act Up ne pourra rebondir qu'à partir du moment où elle dira : « Je m'excuse. » Il faudrait qu'Act Up fasse amende honorable, ce qu'elle n'a jamais fait. L'erreur fondamentale, ce que dit Walt Odets, c'est la place qu'on a laissée aux séronégatifs, dans la communauté et la prévention. Cette question est essentielle : si on n'est pas capable de dire à Act Up ce que c'est que d'être séropo ou séronéga, dans quelle position ça met d'être ci ou ça, cela veut dire qu'on n'a pas pris le temps de réfléchir sur ce qu'on était soi-même...

Peut-on dire que si la communauté ne marche pas, la prévention ne marche pas ?

D. L. : Non, la communauté marche ! Le peu d'espoir que j'ai par rapport à ce sujet vient du sentiment très confus d'appartenance à une communauté, mais ce sentiment est nié par tout le monde, les politiques, les institutions, le droit, etc. Ce sentiment existe, mais il ne correspond pas à la vision universaliste de la V^e République, cette vision de l'Etat à la De Gaulle. Je ne veux pas être ronflant, mais on sait bien que la France est aujourd'hui très questionnée par les questions de communautés ou de minorités.

Mais quand vous dites que les gays ne prennent pas leurs responsabilités vis-à-vis de la prévention,

il y a un lien avec un faible sentiment de communauté...

D. L. : Non. Je vais faire un parallèle avec les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, et ce me sera reproché. Pour moi, le *bareback*, c'est une vision de l'Holocauste : face à une panique, il y a un ressort. La majorité des communautés est passée par un gros problème identitaire, qui faisait qu'elle avait besoin d'un drame pour se souder et admettre l'existence de la communauté. Certains ont pu dire qu'il y avait une créance au niveau des Juifs. Face à un problème qui sous-entend la survie des gens, et leur réponse en tant que groupe, si on considère qu'à la base, dans leur sens le plus profond, ils se sentent appartenir à un groupe et qu'ils peuvent s'en sortir puisqu'ils l'ont déjà prouvé au début de l'épidémie, alors précisément, le drame qu'ils vivent aujourd'hui est un objet identifiant de leur communauté.

C'est donc là votre espoir secret...

D. L. : Oui, et je dis pourtant dans le livre que la répartition des forces est énormément en ma défaveur. Il y a beaucoup de gens dans la communauté homosexuelle qui n'ont pas envie d'aborder ce sujet, je parle des intellectuels. Il y a beaucoup de gens dans les associations qui n'ont pas envie d'aborder ce sujet, je parle de Aides. Il y a aussi des associations qui sont vraiment perdues, je parle d'Act Up. Quand toutes les autres associations regardent ça comme un match de tennis, quand le Gouvernement regarde ça en disant « *on a beau jeu de ne rien faire puisque de toute façon, il n'y a pas la base pour travailler* », mon espoir est mince. Le titre du livre est *overtly* dramatique, mais je l'ai soupesé. Je ne m'amuse pas à prédire l'Apocalypse. Je pense que nous sommes dans un moment unique. Ce n'est pas une lubie, c'est mûrement réfléchi. ■

Propos recueillis par Christelle Destombes



Didier Lestrade.

Photo : © Thierry Arditi

(1) E-mail de Didier Lestrade : lestrade@free.fr

(2) Serial Fucker, journal d'un barebacker d'Eric Rémès, paru en janvier 2003. Pour Didier Lestrade, Act Up a mis trop longtemps avant de protester, par un zap dans le bureau des éditions Blanche, à la publication du livre qui appelle à la contamination, entre autres, des militants d'Act Up.